



Maître d'Ouvrage: PARC NATIONAL DE LA VANOISE
135 rue du Docteur Julliand
73000 CHAMBERY
Représenté par Xavier EUDES, Directeur

Adresse Chantier : 126 rue de la météo
73700 BOURG SAINT MAURICE

MARCHE DE TRAVAUX N° 21 - 2024

Isolation thermique extérieure des bureaux du secteur de Haute Tarentaise

Commune de Bourg Saint Maurice

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

CCAP N° 001 du 04 novembre 2024

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

<input type="checkbox"/>	ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
	1-1. Objet du marché	5
	1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
	1-3. Intervenants	6
	1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage.....	6
	1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché	6
	1-3.3. Conduite d'opération	6
	1-3.4. Maîtrise d'œuvre	6
	1-3.5. Contrôle technique	6
	1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)	7
	1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)	7
	1-4. Dispositions générales.....	7
	1-4.1. Qualification de l'entreprise	7
	1-4.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	7
	1-4.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	7
	1-4.4. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux.....	8
	1-4.5. Réalisation de prestations similaires	8
	1-4.6. Clauses sociales et environnementales	8
	1-4.7. Autres dispositions générales	8
<input type="checkbox"/>	ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
<input type="checkbox"/>	ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	9
	3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	9
	3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie.....	9
	3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :.....	9
	3-2.2. Outre les éventuelles facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.	10
	3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.	10
	3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix	10
	3-2.5. Travaux en régie	10
	3-2.6. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes : 10	10
	3-2.7. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires	10
	3-2.8. Approvisionnements.....	10

	3-2.9. Répartition des dépenses communes de chantier	10
	3-3. Nature des prix	10
	3-4. Application de la taxe à la valeur ajoutée	11
	3-5. Modalités particulières de paiement	11
□	ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	12
	4-1. Délai de réalisation	12
	4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	12
	4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution	12
	4-2. Intempéries prévisibles	12
	4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance	12
	4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution	12
	4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts	13
	4-3.3. Primes d'avance.....	13
	4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	13
	4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	13
	4-4.2. Documents fournis après exécution	13
	4-4.3. Période de préparation.....	13
	4-4.4. Rendez-vous de chantier	13
	4-4.5. Autres pénalités diverses	13
□	ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	14
	5-1. Retenue de garantie	14
	5-2. Avance.....	14
□	ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	15
	6-1. Provenance des matériaux et produits.	15
	6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	15
	6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	15
	6-3.1. Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.....	15
	6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.....	15
	6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.	15
□	ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	15
	7-1. Piquetage général.....	15
	7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	15
□	ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX..	16
	8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	16

	8-2. Etudes d'exécution des ouvrages	16
	8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément	16
	8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	16
	8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise	16
	8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent	17
	8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	17
	8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	18
	8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	18
	8-4.6. Démolition de constructions	18
	8-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre	18
	8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques	18
□	ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	18
	9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	18
	9-2. Réception.....	18
	9-2.1. Réception des ouvrages	18
	9-2.2. Réceptions partielles.....	19
	9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage	19
	9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	19
	9-5. Documents fournis après exécution.....	19
	9-6. Délai de garantie.....	19
	9-7. Garanties particulières.....	19
□	ARTICLE 10. RESILIATION	19
□	ARTICLE 11. ORGANISATION, HYGIENE, SECURITE DU CHANTIER	20
	11-1. Installation de chantier	20
	11-2. Rendez-vous de chantier	20
	11-3. Locaux pour le personnel	20
	11-4. Registre de chantier	20
	11-5. Gestion des déchets de chantier	20
□	ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

• ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

● 1-1. Objet du marché

Le présent marché concerne les travaux d'isolation thermique d'un bâtiment qu'occupe le secteur de Haute Tarentaise du Parc national de la Vanoise.

Cet immeuble, situé sur la commune de Bourg Saint Maurice, abrite des bureaux, un atelier et du stockage de matériel.

La bâtisse, en béton banché et aux toitures terrasses accessibles, date des années 70. Ses murs et ses toitures sont dépourvus d'isolation thermique performante. Les menuiseries ont été remplacées il y a une dizaine d'années. Le chauffage des locaux est assuré par une chaudière à granulés bois via des radiateurs à eau.

Les travaux envisagés consistent à isoler les façades par l'extérieur (environ 280 m²) ainsi que les toitures terrasses existantes (150 m²) en reprenant leurs étanchéités.

Concernant le lot n°1 (isolation des toitures terrasses), deux options seront à chiffrer également : l'isolation sous dalle du Rez-de-chaussée et la mise en peinture des garde-corps métalliques.

Concernant le type d'isolant destiné aux façades (lot n°2), en plus de l'offre de base (isolant XPS), deux variantes (imposées) seront à chiffrer obligatoirement dans l'offre des entreprises (en fibre de bois et en laine de roche).

Le remplacement de 2 menuiseries est également prévu au lot n°3.

La réalisation des travaux est prévue à partir du mois d'avril 2025 pour une durée prévisionnelle de 5 semaines.

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : **Bureau de secteur du PNV – 126 rue de la Météo – 73700 BOURG SAINT MAURICE.**

Il s'agit d'un bâtiment à usage principal de bureaux. Les travaux décrits dans le présent cahier des charges sont soumis à un taux de TVA à 20%.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

- **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur **3 lots** distincts désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	DEMOLITION - ETANCHEITE - ITI - SERRURERIE
Lot 2	ITE - FACADES
Lot 3	MENUISERIES EXTERIEURES

- **1-3. Intervenants**

- **1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage**

Sans objet.

- **1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par le Code de la Commande publique, les attestations d'assurance de responsabilité civile professionnelle et d'assurance décennale visées à l'article 1-4.4. ci-après.

- **1-3.3. Conduite d'opération**

La conduite de l'opération sera assurée par le maitre d'œuvre et le maître d'ouvrage.

- **1-3.4. Maîtrise d'œuvre**

ARCHITECTURE ENERGIE

Alpespace

114 voie Einstein - Francin

73800 PORTE DE SAVOIE

phcaire@architecture-energie.com

- **1-3.5. Contrôle technique**

Les travaux faisant l'objet du présent marché ne sont pas soumis au contrôle technique.

- **1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à la coordination d'un coordonnateur SPS (consultation à venir).

Elle est désignée dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

- **1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

Réalisé par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

- **1-4. Dispositions générales**

- **1-4.1. Qualification de l'entreprise**

L'Entreprise adjudicataire de chaque lot devra être titulaire des qualifications O.P.Q.C.B. minimales nécessaires pour l'exécution des travaux de son lot. Elle devra obligatoirement fournir un certificat de qualification notifié conforme lors de la remise de son offre.

- **1-4.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 modifié du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

- **1-4.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues dans le Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du CCAP relatif au marché identifié ci-dessus.

Le prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

- **1-4.4. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux**

- A. - Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

Pendant les travaux :

dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;

dommages matériels et immatériels : 750 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 € ;

Après les travaux :

tous dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000,00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 €.

- B. - Les titulaires doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 de la loi précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

- C. - Les titulaires doivent être couverts par une assurance décennale et fournir l'attestation correspondante.

Par dérogation à l'article 8 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

- **1-4.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

- **1-4.6. Clauses sociales et environnementales**

Sans objet.

- **1-4.7. Autres dispositions générales**

Sans objet.

• ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Pour chaque lot, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

Le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4-1.2 du présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

La décomposition du prix global et forfaitaire ;

Le mémoire technique justificatif.

B - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3 du présent CCAP.

Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;

Le CCAG-Travaux applicable aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de la consultation.

• ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

● 3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

● 3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

● 3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;

En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;

En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;

En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.9 ci-après ;

En tenant compte des intempéries prévisibles au marché (article 4-2 ci-après).

- **3-2.2.** Outre les éventuelles facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.
- **3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.
- **3-2.4.** Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

- **3-2.5.** Travaux en régie

Sans objet.

- **3-2.6.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

L'Entrepreneur pourra produire des demandes d'acompte mensuel au fur et à mesure de l'exécution de ses travaux.

Ces états d'acomptes seront présentés sous forme cumulative de l'avancement réel des travaux.

Par dérogation aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG, ceux-ci devront être adressés par mail au maître d'ouvrage, pour validation sous 8 jours (stephane.martin@vanoise-parcnational.fr).

Après vérification, les factures validées devront être déposées sur la plateforme **Chorus Pro** par l'entreprise.

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par mandatement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture sur Chorus Pro.

Décompte final : Par dérogation à l'article 12.3 du CCAG, après réception des travaux et fourniture des documents de récolement, l'Entrepreneur établira une facture valant DGD (Décompte Général Définitif) précisant :

- Le numéro du marché,
- les quantités et prix prévus au marché,
- les quantités en plus et moins,
- les justificatifs de ces variations (attachements, bons de livraisons, etc...),
- le cas échéant, l'actualisation du prix du marché,
- le cas échéant, le montant de la retenue de garantie (pour mémoire), la balance finale.

- **3-2.7.** Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours, à compter de la réception du décompte déposé sur Chorus Pro par le prestataire. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement conformément aux dispositions des articles L2192-12 à 14 et R2192-31 à 36 du Code de la Commande Publique (intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement).

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général définitif par le maître de l'ouvrage via Chorus Pro.

- **3-2.8.** Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

- **3-2.9.** Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet.

● **3-3. Nature des prix**

Les prix forfaitaires indiqués dans la DPGF (lots 1 à 3) sont fermes et actualisables.

Dans la mesure où un délai supérieur à trois mois s'écoulera entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des

prestations.

Le prix ainsi actualisé restera ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constituera le prix de règlement.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (mo). L'actualisation des prix se fera donc par référence à la variation de l'indice BT01 (Tous corps d'état – Base 2010) entre le mois mo (BT01 mo) et une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution (BT01 n-3) telle que :

Prix actualisé = Prix initial x BT01 n-3 / BT01 mo

L'indice est publié sur le site internet de l'INSEE (www.insee.fr).

● **3-4. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA, le titulaire étranger n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître de l'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers n'ayant pas d'établissement en France, payés directement par le maître de l'ouvrage.

● **3-5. Modalités particulières de paiement**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes (Articles R2193-11 à 2193-15 du Code de la commande publique) :

- Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;

- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'ouvrage ;

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;

- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.7 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

• ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

● 4-1. Délai de réalisation

Le délai de réalisation de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

● 4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans le délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui est joint dans le dossier de consultation d'entreprise.

● 4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date mentionnée dans l'acte d'engagement (Article 3).

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

● 4-2. Intempéries prévisibles

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 7 jours, pour autant qu'il ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatés par le maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée, pour autant qu'il ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatés par le maître d'ouvrage :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie	Supérieure à 60 mm durant toute la journée
Gel	Température inférieure à -10°C pendant au moins 4 h
Vent	Supérieur à la valeur limite admissible par la grue pendant au moins 4 h
Neige	Supérieure à 10 cm au sol pendant au moins 4 h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du chantier.

● 4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

● 4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.3 du CCAG, les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux 4-1.2 ci-dessus.

A. Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné

L'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de 250 €. Ce retard sera pénalisé par simple demande du Maître d'Ouvrage ou du maître d'Œuvre, dès que ces derniers considéreront que la non-réalisation d'une tâche dans les délais impartis pénalise le chantier.

Absence aux Opérations Préalables à la Réception, à la Réception et aux jours prévus de levée des réserves : L'entrepreneur subira par jour d'absence non justifiée ou non excusée une pénalité de : 500 €. Ces absences seront pénalisées immédiatement.

B. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier

Sans objet.

- **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

- **4-3.3. Primes d'avance**

Sans objet.

- **4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Les dispositions des articles 19.2.4 et 19.1.1 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

- **4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100,00 €.

- **4-4.2. Documents fournis après exécution**

En cas de non remise de documents dans les délais fixés par la maîtrise d'ouvrage lors de la préparation de chantier (PV, détails, plans...) ou en cours de chantier, l'entrepreneur subira par jour calendaire de retard, une pénalité de : 100,00 €.

- **4-4.3. Période de préparation**

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

- **4-4.4. Rendez-vous de chantier**

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence aux réunions de chantier non justifiée, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 250,00 (deux cents cinquante) Euros par absence. Cette pénalité sera stipulée par le maître d'œuvre dans le compte rendu de réunion et sera effective sur la situation suivante de l'entreprise.

- **4-4.5. Autres pénalités diverses**

Les autres pénalités sont décrites au chapitre 00.6 PENALITES du CCTP COMMUN A TOUS LES LOTS.

• ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

● 5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % (ou de 3 % pour les PME, TPE et artisans) est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

● 5-2. Avance

Sans objet.

• ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

● 6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amouindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

● 6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

● 6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

- 6-3.1. Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

- 6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

● 6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

• ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

● 7-1. Piquetage général

Sans objet.

● 7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

• **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

● **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les entrepreneurs ;
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-dessus en concertation avec les entrepreneurs ;

- Par les soins des entrepreneurs :

- Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, établissement et présentation aux visas du maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 7 jours qui suivent le commencement de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter.

- **Pour tous les lots**, établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

● **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entreprises titulaires des différents lots.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

● **8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément**

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage et ce dans les délais prévus par ceux-ci.

● **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

● **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces installations doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

- **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Les déblais seront entièrement réemployés pour les besoins du chantier et seront stockés sur une zone définie et mise à disposition par le maître d'ouvrage.

- **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;

Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;

- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

- **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise du Lot n°02 « ITE - FACADES ».

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

- **8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Aucune stipulation particulière.

- **8-4.6. Démolition de constructions**

Aucune stipulation particulière.

- **8-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre**

Sans objet.

- **8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques**

Le titulaire est tenu de procéder à la remise en état de toutes dégradations qu'il aurait faites sur les voies publiques.

• ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

- **9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

- **9.2. Réception**

- **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG :

- La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- Le maître d'œuvre est chargé d'aviser le maître d'ouvrage de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

- **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

- **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Sans objet.

- **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

- **9-5. Documents fournis après exécution**

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, en 3 exemplaires dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4 et fichier au format PDF.

- **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

- **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

- **ARTICLE 10. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par Le Pouvoir Adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 52 du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans le Code de la Commande Publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

• ARTICLE 11. ORGANISATION, HYGIENE, SECURITE DU CHANTIER

11-1. Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Pour l'installation des chantiers, dépôts provisoires de matériels et matériaux, l'entrepreneur bénéficie de l'emprise du terrain qui sera définie par le maître d'ouvrage.

Lesdits emplacements doivent être remis en état par l'entrepreneur à la fin des travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Tous ces ouvrages sont maintenus en parfait état. Les réparations nécessaires doivent être effectuées par des effectifs qualifiés. Les frais entraînés par l'application du présent alinéa sont supportés par l'entrepreneur.

Les dispositions sont complétées par le CCTP et le Plan de Gestion de Chantier (PGC).

Le plan d'installation de chantier ainsi que les équipements prévus sont soumis à l'autorisation du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre et du Directeur du Parc National de la Vanoise avant leur mise en place.

11-2. Rendez-vous de chantier

L'entrepreneur convoqué est tenu d'assister aux rendez-vous de coordination organisés à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Les réunions organisées pendant la période de préparation des travaux auront lieu, dans la majorité des cas, dans un des bureaux du maître d'ouvrage. Cependant, l'entrepreneur se rendra au moins une fois sur site pour prendre connaissance des lieux, après notification du marché, valant démarrage de la période de préparation.

Les réunions hebdomadaires organisées pendant la période de réalisation des travaux auront lieu sur site.

Lors des réunions, l'absence de l'entrepreneur, ou son remplacement par une personne insuffisamment qualifiée pour le représenter, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur et mention en est portée sur le compte-rendu de chantier. Les pénalités mentionnées à l'article 4.4.4 du présent CCAP seront appliquées.

11-3. Locaux pour le personnel

Les entreprises pourront utiliser pour leur besoin les commodités présentes dans le bâtiment à rénover. Un vestiaire, des sanitaires, un espace pour la prise de repas et une pièce dédiée aux réunions de chantier seront mis à disposition des entreprises pendant toute la durée du chantier.

11-4. Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

11-5. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Aucun matériau ne sera brûlé sur place.

Tous les gravats, restes de ciment, planches, ferrailles, tuyaux, gaines... seront rassemblés et évacués par l'entreprise émettrice au fur et à mesure de son avancement.

Le titulaire sera garant de la propreté du chantier sur site et veillera à ce que les zones de stockage.

• ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG Travaux:

CCAP 1-4.4	déroge à l'article	8 du CCAG
CCAP 3-2.6	déroge aux l'articles	12.1 à 12.3 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge aux articles	19.2.1 et 19.2.3 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1 à 41.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	52.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux

Sans objet.

Le pouvoir adjudicateur :
A Chambéry, le 06 novembre 2024

Le Directeur, **Parc national de la Vanoise**
Pour le Directeur
La Secrétaire Générale
Marie-Pierre GARCIA-WALECHA

Xavier EUDES



Le Prestataire (Nom et cachet de l'entreprise) :

Lu et approuvé,

Ale.....

